s'en va-t-en guerre

M. Poincaré, devenu président du Conseil et ne pouvant plus écrire dans le « Matin » ini dans la « Revue des Deux-Mondes », a écrit hier, son dernier article sous la forme d'une déclaration ministérielle.

id'une déclaration ministérielle.

M. Poincaré a découvert la question des éparations de l'Allemagne depuis 1919.

Comme président de la République, chargé par la Constitution de négocier et de signer les traités de paix, il a donné son assentiment à foutes les imperfections du traité de Versailles. Il a laissé saboter la victoire des Pollus, Mais, depuis 1919, il a eu des visions, cumme Jeanne d'Arc, sa compariote; il a compris que le traité était plus lourd de promesses que de réalités et il a certit contre son œuvre personnelle des articles et des articles qui n'ont rien arrangé cles et des articles qui n'ont rien arrangé malheureusement, aux articles du traité de

paix.

La déclaration refuisiérielle est donc un nouvel article sur l'Allemagne, M. Poincaré y parie en termes dont la précision a frappé le Parlement, de la nécessité des gages, de garanties, de sanctions nouvelles.

La téclaration réporte sen par a part cella

garanties, de sanctions nouvelles.

La déclaration n'ajoute rien, à part cela, à tout ce que M. Briand a réalisé et préparé jusqu'ici : contrôle des finances allemandes, des émissions de marks-parier; conférence He Génes et en Orient; ententes franco-belige-franco-américaine, franco-anglaise, C'est toute la politique de M. Briand.

Diva giote la déclaration Poincaré ? Lea

foute la politique de M. Brand.
Qu'y ajoute la décleration Poincaré * Les
sanctions nouvelles ? Est-ce à dire que nous
allons franchir le Rhin ? Il faudrait pour
rela mobiliser trois classées ! Il faudrait, en
outre, être d'accord avec les Anglais.

outre, être d'accord avec les Angtais.

Or, M. Poincaré a marqué visiblement, dans sa déclaration, uns politique de méfiance vis-à-vis de l'Angleterre.

Si le gouvernement anglais ne nous seconde pas, dans une opération de force visfi-vis de l'Allemagne, c'est une ou deux
classes de plus qu'il faudra mobiliser.

Voile où nous mène cette littérature de constipe, inostensive dans la « Revue des Deux-Mondes », mais singulièrement dange-reuse à la tribune du Parlement français.

M. Poincaré va-t'en guerre, comme Mal-brouck et ce diable de Lloyd George rit sous cape de sa déclaration sans lende-

La France est une nation assez forte pour n'avoir pas besoin de forfanteries. Elle ne doit menacer personne; elle doit prendre des résolutions et non des airs.

Ce qui est réellement inquiétant, c'est is nartie de la déclaration consacrée aux si niistres et qui a évidemment été rédigée par M. de Lasteyrie. On y lit que le pays ne doit pas « relever à ses frais » les rui-bes accumulées par l'invasion et ne doit pas " faire surporter par ses contribuables le service régulier des pensions ou alloca-tions dues aux victimes de la guerre ». «Pour la première fois, le gouvernement rénie l'engagement solennel de la loi des

reparations :

a La République proclame l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre ».

Hier, nos populations sinistrées étaient créancières de la France; aujourd'hui, M. Poincaré déclare qu'elles n'ont à comp-ter que sur l'Allemagne.

Nous sommes trahis! Enfin, pas un mot des questions sociales Ennin, pas un mot des quessions acciaies.
Un silence impressionnant sur la loi de
huit heures, condamnée à mort par le Bloc
National. Pas une ligne sur les grands
rroblèmes de l'heure. Les fantôches du
cabinet Poincaré n'ont même pas l'ombre
d'un programme à présentes. Le France d'un programme à présenter. La France est émue du vide de la déclaration minis-

En la grattant bien, on n'y trouve qu'un peu de poudre sèche; n'ayez pas peur, c'est de la poudre de perlimpinpin.

Ce sera bientôt la poudre d'escampette! Alex WILL

UN PENIBLE ACCIDENT

UN ETUDIANT NANCEEN MORTELLEMENT BLESSE SON AMI

Nancy, 19 janvier, — La Faculté de mé-decune de Nancy a été mise en émoi cet laprès-midi par un drame pénible, qui s'est déroulé dans les circonstances suivantes :

Mardi, vers 16 h. 30, plusieurs jeunes ens, étudiants en médecine, dont René Au-Mardi, vers 16 h. 30, plusieurs jeunes gens, étudishis en médecine, dont René Auberin. Agé de 20 ans, fils d'un pharmacien de Nancy, et Jean Girard, agé de 18 ans, étaient occupés à la dissection d'un cavavre, jorsque en plaisantant, Aubertin voulut frapper d'un coup de poing son camarabe Girard. Celui-ci, pour éviter le coup, tenfit le poing et atteignit Aubertin d'un coup tu scapel qu'il tenait à la main.

us sespei qu'u enait à la main.

Ne se croyant pas grièvement atteint, Aubertin quitta l'amphithéatre. Mais à peine avait-il franchi la porte qu'il s'affaissa dens la rue. Belevé et transporté à l'hôpital civil il y reçat les soins du professeur Vautrin, lui constata que le maiheureux étudiant portait une plaie professe et que le cœur vaut été atteint.

Il pretique aussitôt la suture du cœur. lespéré. Girand a été mis à la disposition du pro-nureur de la République.

Un vol de trois millions IL A ETE COMMIS PAR UN ANGIEN LEGIONNAIRE DANS UN POSTE MA-

Oued Zem, 19 janvier. — Un vol de trois millione en billets de banque a été commis hier dans la caisse de l'officier payeur du poste d'Oued Zem.

On suppose que le vol a été commis par

la mère et la fille

On a trouvé en leur possesion 43.000 francs volés aux mortes

Evreux, 18 janvier. — La nuit dernière, Madame Veuve Rose, âgée de 72 ans et sa fille, 44 ans. habitant la commune. de Chesne, ont été assommées à coups de crosse de fusil. Le Parquet assisté du docteur Moisson s'est rendu aujourd'hui sur les lieux et a procédé à une enquête qui amena l'arrestation des frères Gitnel, âgés de 19 ans et de 16 ans. Une somune de 43,000 francs dérobée aux victimes, a été trouvée en la possession des assassins, dont l'ainé a déjà subi trois condamnations, la dernière à un an de prison pour vol.

La découverte du crime

La découverte du crime

La découverte du crime

Ce crime atroce a été découvert par M.
Pierre Gouardeau, journalier aux Boulais, commune du Chessie, qui venait prendre son service chez Mme Honorée Roses, agée de 75 ans, qui vit seule avec sa fille Allae, agée de 44 ans.

Très étonné de trouver ouverte la porte de la cuisine, M. Gouardeau pénétra dens la maison, mois à peine yn avait-il franchi le seuil, qu'il heurtait du pied un corps étendu sur le plancher.

Affolé, le journalier courut chercher un voisin, M. Oury, lous deux constaterent alors que le corps etait celui de Mme Aline Rosse; la malheureuse femme gissii, la tête fracassée, au milieu d'une mare de sang. Dans la chambre voisine, les deux hommes trouvèrent le calayre de Mme Honorée Rosse. La vieille femme surprise dans son lit, avait également la tête fracassée.

Des assassins de 16 et 19 ans

Aussitot prévenu le parquet d'Evreux vint procéder à une caquête sur place, Ses investigations, qui se prolongèrent durant toute la matinée, après avoir permis d'établir que le double crime avsir été commis dans la soirée d'avant hier, aboutirent bienda l'arrestation de deux jeunes chenapans habitant le hameau de la Lande, proche des Boulais, les frères Jacquel, que désignait la rumeur publique et qui, bien qu'agés de 16 et de 19 ans, jouissent d'une facheuse reputation dans le pays. Elaient-lis les coupables ? Les gendarmes les cuisinèrent tant et si bien que dans l'anrès-midi, ils obtenaient du plus jeune, d'abord, de l'ainé ensuits, des aveux complets.

Les aveux Aussitot prévenu le parquet d'Evreux vin

Les aveux

Les assassins racontèrent qu'ils commi-rent leur crime vers 19 heures 30, c'est-à-dire peu après le départ de M. Gouardeau, qui avait travaillé chez Mine Hosse pendant toute la jourpée et était parti vecs 19 beures alors que la septuaganaire se disposait à se

clors que la ceptuagenaire se disposait à ce mettre au lit.

Ils déclarèrent, du reste, qu'ils n'auraient pas hésité à le supprimer aussi s'il s'était attardé chéz Afme Rosse,

Les frères Jacquet s'étaient déjà introduis dans la propriété et attendaient le moment propice pour accomplir lan odieux forfait.

Sa mère était couchée, Mile Aline Rosse veillait en cousant, lorsqu'ils frappèrent à la porte; elle se leva et vint ouvrir. C'est alors — la position du cadavre l'indiquait du reste — que la pauvre femme fut attaquée et tuée par les jeunes bandis qui passant dans la chambre voisine, assassinèrent Mine Ho-norée Roese.

C'est à coups de crosse de fusit qu'ils ont

as chambre voisine, assessed fusil qu'ils ont issemmé les deux malheureuses femmes.

Dans l'armoire, ils avaient découvert une somme de \$3.000 france en espèces, dont ils

Le maréchai Pétain est nommé inspecteur général de l'armée

SES POUVOIRS FONT DE LUI LE VICE MINISTRE DE LA GUERRE

Le marchal Pélain, qui navait pas accepté de devenir secrétaire géneral du ministère de la Guerre, est nommé par dé-cret inspoiteur genéral de l'armée. Muni des pouvoirs les plus étendus, il aura, comme « conseiller technique», une sattorité générale sur «cs unités et les ser-vices, qui fera de lui le vice-ministre de la Guerre.

DES CHERCHEURS D'OR

ON A ARRETE DANS L'AISNE TROIS LUXEMBOURGEOIS SUSPECTS

Soissons, 19 janvier. — Une histoire d'oi défraie en ce moment les conversations dans le village de Condé-sur-Aisne, cantor

detraie en ce moment les conversations dans le village de Condé-sur-Aisne, canton de Vailly. Pendent l'occupation, un soldat allemend avait de avoir connaissance d'une cachette renfermant de l'or, car en quittant le pays, sous la preasion de nos artitées, il annonça qu'il reviendrait agrès la guerre chercher le contenu de cette cachette. Or, ces jours-cu, les habitants de Condé voyaient débarquer trois individus, dont les allées et venues leur semblèrent plutôt

allées et venues leur semblèrent plutôt

Ils prévinrent les géndarmes de Vailly qui constatèrent que ces individus étaient occupés à faire des fouilles dans une cave. Invités à décline: leurs noms, ils déclarèrent se nommer les deux frères Goldstein et Adolphe Lévy, tuxembourgeois.

Ils ont été mis en état d'arrestation et l'enguêt.

l'enquête va se poursuivre pour savoir si on ne se trouve pas en présence du soldat altemand qui avait dit qu'i reviendrait a Condé pour chercher de l'or.

Des cheminots voleurs ILS ONT ETE CONDAINES PAR LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Sainles, 19 janvier. — Les ceize em-ployés du chemin de far de l'Etat inculpés de vols dans les trains, sont peasés aujour-d'hui devant le tribunal correctionnel de Sainles.

d'hul devant le tribunal corrections.

Saintes.

Trois d'entre eux ont été condamnés à un an de prison et 5 francs de dommages-intérêts au profit de la Compagnie; un à 6 mois de prison et 300 francs de dommages-intérêts, un à un mois de prison et 100 francs de dommages-intérêts, quatre à 6 jours de prison et 50 francs de dommages-intérête et un autre à 15 jours de prison.

Trois antres sont renvoyés devant la cour d'ascises et les trois derniers sont acquités.

Malbrouck-Poincaré | Deux frères ont tué | Le Ministère Poincaré | Lecrime effroyable | devant le Parlement

Il déclare vouloir, d'accord avec nos Allies, :: exiger l'application du Traité de Paix ::

La Déclaration Ministérielle

Paris, 19 janvier .— Cet après midi, le ninistère Poincaré s'est présenté devant

le Parlement.

A la Chambre, c'est M. Raymond Poincaré qui a donné lecture de la déclaration ministérielle. Au Sénat, la lecture de ce document a été faite par M. Louis Barthou, à qui les fonctions de garde des seeaux confèrent le titre de vice-président du Conseil.

Aussitôt après la lecture de la déclaration ministérielle, M. Poincaré s'est mis à la disposition de la Chambre pour répondre aux interpellations que nous avons annoncées.

Voici le texte de la déclaration ministé-rielle :

Messieurs les sénateurs, Messieurs les dérutes.

Messieurs les députes,
Appelé par M. le président de la République à prendre le pouvoir dans des circonstances graves, le cabluet qui se présente à vous n'a d'autre ambilion que d'assurer, en étroite collaboration avec le Paniement, le respect des traités qui ont fixé les conditions de la paix.
Pour définir notre programme, nous nous afproprierons simplement les belles paroles qu'ont prononcles, à l'ouverture de votre session, M. le président du Sénat et M. le président de la Chambre des députés. Afin d'accomplir l'œuvre dont ils ont magistralement tracé les grandes lignes, le gouvernement a besoin de votre confiance et il espère que vous voudrez bien la lui accorder.

Réformacs financières

Réformes financières

A force de labeur, vous venez de voter à la date normale le budget de l'année qui commence. Ce retour à une régularité trop longtemps délaissée, va vous permettre de discuter sans retard les projets urgents qui figurent à l'ordre du jour des deux Chambres et, en perticulier, ceux qui ont trait au budget des dépenses recouvrables, à l'organisation de la défense nationale, à la réduction de la durée du service militaire et aux institutions de solidarité sociale.

ciale.

Cette heureuse disparition des douzième Cette heureuse disparition des douzièmes provisoires, en facilitant au cabinet la préparation du hudget de 1923, lui impose le devoir d'y introduire les réformes que nous commande note situation financière, remise en ordre d'une comptabilité que la guerre a troublée, améliorations nécesalres dans l'assiette et la perception des impôts économies sincères, recherchées surtout dans des emplifications durables et dans une décentralisation rationnelle des services publics.

« L'Allemagne doit enfin exécuter ses engagements »

Mais si énergiques que soient nos efforts, nous ne pouvone être assurés de sauver les finances françaises que si l'Allemagne, pour le compte de qui nous avons avancé déjà tant de milliards, exécute enfin les engagements qu'elles a causés. Ce serait la plue scandaleuse des insquités, si un pays, qui a eu à subir une agression sans excue, et dont dix départements ont eté ravagés par l'invasion, devait, après et victoire, relever à ses frais les ruinse qu'une guerre de quatre années a amoncéées sur son territoire, et faire supporter par ses contribuables le service régulia des pensions ou allocations dues aux victimes de la guerre, aux veuves, aux orphellins, aux réformés, aux mutilés, eux familles des civils fusillés par l'ennemi.

Une propagande éhontée, dont il est trop aisé de deviner les inspirateurs, s'exerce aujourd'hui contre la France et s'efforce de dénaturer son attitude et ses intentions. On nous représente comme atteints d'une sorte de folie impérialiste et l'on nous accuse de nourrir en secret des desseins suspects.

Comme si la guerre ne nous aveit pas

cuse de nourrir en secret des uesseurs su-pects.

Comme si la guerre ne nous avait pas infligé assez de deuils et de sacrifices; comme si nous n'avions pas acheté plus cher que tous autres la pair que nous vou-làmes consolider. Nous ne demandons que l'observation des traités que le Parlement a votés, des traités qui portent, à côté de la signature de l'Allemagne, celle de la France et celle de sous nos Alliés.

« Nous ne demandons que le paiement de ce qui nous est da »

Nous né demandons que le paiement de de ce qui nous est dû. Sur cette question pottale comment le France pourrait-elle céder? L'Allemanne pratand m'elle est in-

Paris, 19 janvier. — Les ministres re sont réunis ce matin à l'Elysée, aous la présidence de M. Millerand. Le Conseil a déclaration ministrictelle qui sest lue aux Chambres au début de la séance de cet après-midl.

Le Conseil a décidé que le ministre de l'Agriculture seralt chargé de la surveil-lance des prix de vente au délai de produits et denrées ayant une origine agricule.

M. Maginot, ministre de la Guerre et des Pensions, a fait connaître qu'il evait signé un arrêté nommant M. Lebrum, bénaleur de Meurthe-et-Moselle et ancien ministre, aux fonctions de président du comité d'administration de l' « Office National des Mutilés et Réformés de la guerre », en remplacement de M. Henry Chéren.

Les ministres ont décidé de se reunir en Conseil le mardi à l'Elysée, et le jeudi et le samedi, en Conseil de cabinet, au ministre des Affaires étrangères.

Solvable. Et, en effet, elle gaspille systématiquement ses ressources dEtal. Elle est matiquement ses resources de la le decide que le ministre de la extre de la les ellres et de des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale, favorisent ses exportations et à des émissions de papier qui, en avites au monale pavorisent ses contributions. Elle se livre à

« Le problème des réparations domine tous les autres »

les autres »

En défendant ses droits, la France fait ceuvre de loyauté, puisqu'elle défend par là même des accords internationaux, et elle n'obéit ni à l'esprit de rancune et de haine, ni aux suggentions de l'égoieme. Elle a le vii désir de woir l'Europe et le monde échapper, le plus tot poesible, au douloureux malaise qui pèse sur eux.

Mais le gouvernement considère que la condition essentielle d'une réorganisation économique générale est la restauration des provinces dévastées, particulèrement dans les deux pays qui ont été les premiers attaqués par l'Allemagne, qui ont été inséparables dans l'épreuve à rendus pour jamais inséparables : la Belgique et la France.

Ce n'est pas seulement la justice qui exige cette reconstitution primordiale, c'est l'intérêt universel. Une France et une Belgique condamnées à la ruine, ce serait l'échec intévitable de toutes les tentatives plus yastes.

La problèma des réparations domine donc tous les autres. Et st. l'Allemagne, dans estie question apitale, manque a es obligations nous aurone à examiner, après avis de la commission des réparations, les mecures à adopter et la première sera certainement, sans préjudice des gages et garanties dont la nécessité pourra être reconnue, l'établissement d'un contrôle sérieux et efficace sur le budget fu Reich , les émissions de papier et les exportations.

« Toutes les clauses du Traité doivent être exécutées»

Gi important que soit ce sujet pour l'avenir de la France, il ne doit cependant pas
nous faire oublier les autres clauses du traité de Versailles, telles que le désarmement
et la punition des coupables, Tant qu'elles
ne seront pas exécutées, non seulement
nous serons en droit de conserver intégralement les sanctions qui ont été prises, et
d'en prerûne, au besoin, de nouvelles mais
nous serons autorisés à déclarer que les délais d'évacuation de la rive gauche du Rhin
n'ont pas commencé à courir. C'est la thèse
qu'a constamment soutenu le Gouvernement
français. Plus que jamais, il importe de la
maintenir.

« Nous nous efforcerons de nous mettre d'accord avec nos alliés»

ns ces diverses questions et dans tou Dans ees diverses questions et dans toutes celles qui se poseront encore, nous nous efforcorons de nous mettre loyalement u accord avec nos Alliés. Nous reprendrons l'examen des affaires qui ont paru crèer des malentendus passagers, et nous tàcherons de los régler sans déla.

Une efficace garantie de la paix est l'existence entre les peuples d'accords nès de la communauté des intérêts, tels que la Petite-Entente, dont la France a salué la naissance et suit les progrès avec une confiante sympathie.

Le gouvernement tiendra à homeur de continuer son concours le plus actif à la Société des Nations. Les résultats, qu'elle a déjà obtenus permettent de mesdrer les services qua les monde est en droit ü'attendre d'elle.

« Nous frons à Ganes, simp

« Nous irons à Gênes, si... »

Les invitations pour la conférence de Génes out été lancées par les puissances alliées. Nous insisterons pour que les conditions déterminées dans le prolocole de Cannes soient acceptées ou refusées par les délégués avant toute discussion et pour uraure des stipulations des traités ne puissaires, même indirectement, débattue par la conférence Faute de garanties précises à cet endroit, nous serions forcés de reprendre notre liberté d'action. « Nous voudrions signer

le pacte franco-anglais »

Nous serons très heureux si un pacte des-tiné à la consolidation de la paix peut être bientôt signé entre l'Angleterre et la Fran-ca. Nous ne uoutens pas que, devant pro-fiter aux deux pays, il ne soit condu entre eux sur un pied de parlaité égalité. Nous ne doutone pas davantage qu'il ne maintienne intégralement les garanties présentes ou fusures que nous reconnaissent les traités.

« La question d'Orient devra être résolue »

Nous aurona, en même temps, à nous con-certer avec l'Italie et avec l'Angleterre pour es-ayer de prévenir en Orient une reprisec des hostitué, entre les Turcs et les Grecs pour réaliser, d'accord avec nos aliés, le bénéfice de la conventien t'Angora et sour, ramener enfin la tranquillité aux nories da.

d'un père incestueux autour de cercueils

Avec la complicité de sa fille Il tua son malheureux gendre

Bordeaux, 19 janvier. — Le 25 novembre 1921, M. Marc Delias, propriétaire à Pisson, commune de Frechou, près de Nérac, disparaissait de façon subile. Cette vissparition n'était signalée aux autorités locales par la femme de Delias qu'il y a quinze jours. Avait-il atenté à ses jours ? Avait-il atenté à ses jours ? Avait-il atenté à ses jours ? Avait-il été victime d'un guet-apens ? Il ne fut pas possible de le déterminer, mais des lettres anoyemes parvenues au parquet affirmaient que M. Delias avait été assessiné et joté dans la Baise, affluent du Gers.
Les recherches effectuées par la brigade mobile viennent d'établir que M. Delias a été assassiné par sa femme et son beaut-

Les recherches effectuees par la brigade mobile viennent d'établir que M. Delias a été assassint par sa femme et son beaupère, assistés cans leur sinistre besogne d'un nommé Laverny, entrepreneur de meconnerie à Nérac, et d'une femme Gers, de Nogaro, Il a été établi que le beau-père de Delias, nommé Soucaret, avait depuis long-temps, avec sa fille, Mmo Delias, des relations criminelles, Delias l'avait anoris, étant mobilise au cours d'une permission, et de nombreuses querelles éclataient entre Soucaret et son gendre, mais celui-ci, subissant a volonté brutale úte son beau-père, sé lornait à adresser à sa femme des reproches qui ne servaient à rien.

Le 25 novembre 1921, Soucaret et son gendre allèrent ensemble à la foire de Condom, Le soir même, Soucaret et Delias furent vus ensemble rentrant de cette ville. Ils étaient, à ce moment, accompagnés de la femme Gers, et depuis lors on ne revit plus M. Delias.

Le parquet de Nêrac, informé du résultat.

M. Dellas.

Le parquet de Nérac, informé du résultat te l'enquête des policiers bordelais, se transporta aujourd'hui à Frechou, où il donna des ordres pour la recherche du corps de la victime. A midi, on retirait de la rivième le cadavre de M. Dellas qui fut aussint transporté à Nérac, aux fins à autoprie.

Soucaret Laverny, la femme Delias et la femme Gers out été arrêtés.

Le forçat cambrioleur COMMENT IL SEVADA

Nous avons relate hier, l'arrestation aux Lilas, d'une cambrideur, Jean-Merie Cal-loch, forçat évadé, le 20 août 1918, de Saint-Laurent-du-Maroni.

Laurent du Maroni.

Comment avait li réussi cette chose formidable que devrait être l'évasion du bangue? Il le raconta, non sans quelque humour:

Jai mis dix-huit mois pour reagener la France. Cela m's paru très long. D'autant plus que je n'ai jamais aimé les voyages. Je n'étais pas seul, hetureusement.

Non.

— Pas seul?

Non.

Non. Nous étiens quatre à descendre le fleuve Maroni. Puis, en Gayane hollandaise, nous cûmes la bonne fortune de retrouver quelques canarades. Oh! pas des masses : quatorze, soulcement.

Tous les dix-huit, nous fûmes embauchés dans une plantation, Mais le patron — un Alemand — nous menait la vie si dure qu'on s'évadait à nouveau. Ma perole! en était plus mai que là-bes.

— Alors ?

— Alors, à cinq, on remonta le fleuve, sur une vieille piregue. Puis, sur un radeau, nous sommes restés 25 jours en mer, avec seulement un peu d'eau et du sucre. Trois copains sont morts. Enfin, on gagna la côle du Venezuela et Cuba, oè la noestalgie nous « travaillait ». Je m'embarquai pour la France, Il y a près d'un an que je suis à Paris, Paris, voyez-vous, c'est la vie révée de Calloch est une fois encore interrompue. Ce qui ne veut pas dire brisée...

Le banquet des cocus de la Jernière guerre IL A LIEU CHAQUE ANNEE DANS UNE VILLE DE L'ARDECHE

DANS UNE VILLE DE L'ARDECHE
Toutes les petites villes méridionales
n'ont pas l'esprit aussi mal accroché que
Tulle.
Ainsi nous connaissons, proche de Coucouron, dans l'Ardèche, où d'anciens poilus ont institué annuellement, à chaque
14 juillet, un « Banquet des Cocus de la
dernière guerre ».
Pour qu'on y vienne en nombre, ils ajoutent astucicusement en post-scriptum à
leurs invitations, que les plus gros cocus
seroni ceux qui s'abstiendront de paraître
à leurs ripailles.

l'Europe, Nous pourrons ainsi exercer plus librement notre mandat en Syrie, sans dé-penses excessives, et pour le bien de popu-lations qui out été, de tout temps, les fidè-les amies de la France.

« Nous soutiendro toujours les intérêts de la France»

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que Nous n'avons pas besoin d'ajouter que nous nous attacherons à conserver les nius sures et les plus amicales relations avec tous 'és autres peuples qui ont combattu à nos côtes peur les droits ûs l'humanité, et spécialement avec les Etats-Unis, dont la coopération a tant contribué à la victoire commune, et qui viennent de donner, à la conférence de Washington, des preuves éclatantes de leurs nobles sentiments.

Vis-à-vis de tous les Alliés, nous aurons la préoccupation constante de n'employèr que le langage de la modération, de la franchise et de l'amitié, mais nous auvons qu'ils ne se froisseront jamais de nous voir soutenir, avec une couloise fermeté, les intérêts de la France, comme eux-mêmes ils soutennent les leurs.

« Nous faisons appel à l'union de tous

Dans cette œuvre nationale, nous ne pouvons réussir qu'avec l'appui des Chambres. Nous faisons appe à tous ceux d'entre vous qui, seulant la gravité de l'heure, sont prêts à s'unir dans le respect des lois de la République, pour la sauvegartie des droite de la France.

Voir en deuxième page : LE COMPTE : L'én. ET AU SENAT.

Des scandales

Une mère et une épouse se disputèrent le cadavre d'un "pollu"

Caen, 19 janvier. — Lors de l'arrivée du

Caen, 19 janvier. — Lors de l'amrivée du dernier convoi de corps de militaires remenés du front le cadavre du brigadier Beaudurct, tué taas la Somme, fut céclamé à la fois par la veuve et par la mère qui vivent en mauvaise intelligence.

La veuve mit opposition à la remise du corps à la mère à la sortie du cercueil de la gare et amena sa belle-mère devant le tribunet des référés. Celui-ci décida de remettre la dépouille mortelle lu brigadier Beauduret à la veuve.

L'inhumation du corps a eu lieu hier.

Une scène de violences

dans un crématorium

Bâle, 19 janvier. — Le Berliner Tageblat
raconle le suicide d'une demoiselle de megasin, Gertrude Muller, qui absorba te
veille de Noël une grande quantité le vérnnal et de morpaine, mais ne mourul que
trois jours après. Elle s'était enveloppée
d'un voile noir-blanc-rouge (couleurs impérisles allemandes) et avait orné sa chambre
de roses fraches.

Elle appartenait à une association de spirites. Dès son décès, le président de l'association se présenta cu comicile de la défunte, avec un testament écrit et signé par
celle-ci. Il voulut faire main basse sur tous
les effets et tout l'argent de la morte, et il
prôtendit même toucher ce qui lui restait d'u
de salaire par le magasin.

Pendant l'incinération de la suicidée, lé
pasteur prononça une courte allocution, dans un crématorium

Pendant l'incinération de la suicidée, le pasteur prononça une courte allocution, puis le président de l'association apirité, en présence des nombreux aireptes venus aux unérailles, fit un long discours et déclara que la défunte avait, eous son inspiration, choisi la meilleure voie, A ce moment, le père de la morte se précipita sur l'orateur, le traitant d'hypocrite et de criminel. Quelques assistants de sang-froid arrêté rent le scancale, en arrachant le spirite de son adversaire, et en le faisant sortir discrematorium par une porte dérobée.

La justice va s'occuper de l'affaire.

Pour éviser le poteau un Belge aurait trahi

Sept de ses compatriotes furent fusiliés ; lui et une femme obtineent four grace

Lé 2 mars 1916, avant la venue du jour, les portes de la prison de Mons s'ouvraient pour liyrer passage à sept malheureux belges qui altaient êure Jusillès. Les allemands ieur reproclatient le crime : d'avoir servita patrie beige.

Nos sept braves allèrent au poteau et le lendemain une affiche apposée sur les murs de Mons expliquait que les condaunations avaient été prononcées « pour trailson commise pendant l'état de guerre, en transmettant des renseignements relatifs aux transports de troupes ou pour n'avoir pas prévenu l'autorité allemande ».

Or, deux autres beiges le nommé Adolphd Lampert, voyagour de commerce à Bruxelles également, avaient été condamnés à mort en même temps que les sept autres personnes qui furent lusillées.

Au Conseil de guerre allemand, l'instruction avait prétendu que les accusés avaient agi à l'instigation de M. Victor Errest (soctuellement tiéputé de Charleroi), sujet beige, réfugié à Fressinge. Ils servaient leur patrie en faisant parvenir en Hollande pour de là être expédies en France libre, des renseignements très importants sur le mouvement des troupes allemandes en Belgique et dans toute une parti du département vaneur

Lampert et la couturière Hermine Vaneu-

Nord.

Lampert et la couturière Hermine Vaneukem, paraissaient être les principaux collaborateurs de M. Victor Ernest. La non exécution d'une femme parut compréhensible,
bien qu'une mesure de clémence n'était quère à attendre de la part de ceux qui fusilèrent mis Edith Cavell. Mais la faveur dont
bénéficia Adolphe Lampert parut singulièrement étrange.

Comme en outre des condamnés à mort,
une vingtaine d'autres personnes avaient
été condamnées à différentes peines de travaux forcés et que 6 acquittements auraient
été prononcés, il arriva que plusieurs des
co-inculpes de Lampert dans le pocès accusèrent le voyageur de commerce de les
avoir trahis pour oblenir la grâce. C'est
ainsi que Lampert comparattra le 30 janvier
prochain devant le jurv du Brabant. L'accus-tion lui reproche notamment d'avoir
servi de « mouton » pour les Allemands, et
de nombreux témoins ont déposé en ce sens
au cours de l'instruction, commencée à Mons
et continuée à Bruxelles.

Travique assaut d'escrime UN JEUNE HOMME A ETE TRANSPERCE PAR L'EPEE DE SON CAMARADE

Monlucon, 19 janvier. — Deux élèves de l'Institution Saint-Joseph, les jeunes Girard et Mounicq, effectualent, cet aprèsemidi, un assaut d'escrime, lorsque l'épée de Mounicq se brisa. Le tronçon atteignit le jeune Gir-rard sous l'aisselle inoûte et traversa pres-que, complètement le corps du malheumeux jeune homme, qui ne tarda pas à succom-ber.

Un éboulement aux mines de Bruay UN OUVRIER DE LA FOSSE N 6 EST MORT

L'ouvrier mineur Marcel Choquet, 22 ans, célibataire, demeurant à Houdain, 8, rue du Général Pau, a été pris lundi soir sous un éboulement de terres qui s'est produit au cours de son travail à la fosse numéro 6, où il étair occupé, Relevé encors vivant par des camarades, il fut transports immédiatement à l'hòpital Sainte-Barbe, de Bruay, où M. la docteur Douriena constaire qu'il avait le hasain fracturé et la vossis perforée; la mòrt n'étair donc plus qu'une question d'houres. En effet, après et houres de souffrances atrocse, l'infortuné Chompa, avaira, mandi sois, seca minni-